

Résolution présentée par la délégation de la

République de Trinité-et-Tobago

Thème Agenda 2030 pour le développement durable

Concerne Mise en place de mesures anti-fraudes fiscales

L'Assemblée Générale,

Concernée par la publication du consortium international des journalistes d'investigation le 3 avril 2016 nommée "Panama Papers",

Observant la fuite de 11,5 millions de documents de plus de 214'000 sociétés "offshore" ainsi que la fraude fiscale de plusieurs gouverneurs d'État, célébrités ou encore investisseurs mettant en péril la santé économique de certains pays membres de l'ONU car l'impôt d'un pays sert au développement de celui-ci,

Crainitive de l'augmentation de la fraude fiscale et du vol de documents confidentiels comme en 2017 avec les "Paradise Papers" et en octobre 2021 avec les "Pandora Papers" et de leurs conséquences, tel que la baisse du PIB qui influencera le développement économique des pays concernés (santé, production d'énergie ou encore éducation),

Convaincue par la véracité des propos et des accusations mises en exergue par les "Panama Papers", les "Paradise Papers" et les "Pandora Papers" et des recherches effectuées par les 370 journalistes dérivés de 109 rédactions établies dans 76 pays différents dont Trinité-et-Tobago,

Rappelant que le Conseil économique et social de l'ONU peut prendre, selon l'article 64 de la Charte des Nations Unies, toutes mesures pour recevoir des rapports de la part des pays membres et des institutions spécialisées,

Décide de collaborer avec l'ICIJ (le consortium international des journalistes d'investigation) afin d'obtenir plus d'informations sur ces fraudes fiscales et d'examiner l'économie des pays concernés;

- d'obtenir plus de rapports sur la santé économique des pays directement incriminés dans ce genre de consortium journalistique afin de vérifier l'existence de ces fraudes, de déterminer leurs impacts sur les populations locales et d'acquérir plus de transparence;
- lancer un avertissement envers les pays concernés afin qu'une éventuelle responsabilisation puisse se mettre en place en vue de diminuer cette tendance.

Le texte français fait foi.